



La Seine Alternative

N° 24 — Octobre 2003

La Lettre des Alternatifs de Seine-Maritime

Edito

Ont participé à ce numéro:
Benoît, Nicolas, Pierre, Kamel, Jean-Paul, Raphaëlle

Dans ce numéro :

<i>Le Forum Social Européen, RMI/RMA</i>	2-3
<i>« .doc La protection sociale », Vous avez la sécu ambiguë?</i>	3
<i>L'eau à Maromme, Le Nucléaire(chronique)</i>	4-5
<i>Le Medef ne chôme pas, Un bon bouquin à lire!</i>	6
<i>Tribune libre</i>	7
<i>La double peine</i>	8
<i>Manal et Elinor</i>	9-11

Ce mois de novembre est marqué par de nombreux rendez-vous, en relation avec le Forum Social Européen, qui se tient à Paris du 12 au 15 novembre. Plus de cents forums locaux parsèmeront toutes les régions de France (et d'Europe, à Rouen voir le programme p.3). L'impact d'un tel débat public ne peut rester sans suite.

Une nouvelle fois se pose et se posera la question des débouchés politiques des mouvements sociaux. De ce point de vue, la tentative avortée de constitution d'un « groupe Ramulaud » sur l'agglomération rouennaise n'est pas une bonne nouvelle. Le retour de l'accord LO/LCR qui vient d'être validé par le congrès de la ligue est un

nouveau coup porté à la constitution d'une nouvelle force anticapitaliste, féministe, écologiste, au-

La rubrique Tribunes libres vous est ouverte, à retrouver à chaque numéro, p.7
Des conseils de lecture dans « Un bon bouquin à lire! » p.6.

togestionnaire...

Et pourtant les urgences ne manquent pas à l'heure où le gouvernement Raffarin/Medef multiplie ses attaques contre les plus pauvres et démunis (voir p.2).

Sur le plan international aussi, certaines situations nécessitent une mobilisation urgente et très large : nous restons très mobilisés

sur la question israélo-palestinienne (voir p. 9); nous avons organisé un café politique jeudi 6 novembre sur « la guerre oubliée de Tchétchénie ».

Nous souhaitons une démarche unitaire sur l'agglomération pour dénoncer la boucherie orchestrée par Poutine comme nous dénonçons celle de Sharon.

Sur ces sujets comme sur bien d'autres, nous restons actifs et ouverts à toutes les bonnes volontés. Nous vous invitons dès maintenant à rejoindre les comités de soutien de nos candidats aux élections cantonales.

Les Alternatifs de Seine-Maritime

L'Actu Chaude!!!

- La « sécu » ambiguë : un pont-aux-ânes utile contre les lieux communs, p.3
- La palestine: la suite de l'interview de Manal et Elinor, p.8.
- La guerre de l'eau: la bataille de Maromme

Le Forum Social Européen (FSE)

Le Forum Social Mondial

Le Forum social mondial (FSM) réunit les organisations, mouvements ou individus qui s'opposent au néolibéralisme et qui s'emploient à bâtir une société

centrée sur le développement humain. Il a été organisé pour la première fois à Porto Alegre (Brésil) en janvier 2001. Il est un espace ouvert à tous les acteurs de la société civile : associations, ONG, syndicats, etc. La possibilité de participer au Forum à titre

individuel a également été ouverte. Les partis politiques ne sont pas directement parties prenantes de l'organisation ou du contenu des rencontres, mais ils peuvent apporter leur soutien. Il permet d'échanger et d'analyser ensemble des

(Suite page 2)

La MANIF

Pour une Europe des droits sociaux dans un Monde sans guerre !

Une grande manifestation-parade aura lieu le 15 novembre, départ 14h de République et s'achèvera par une fête autour de bals, guinguettes et concerts.

Le Forum Social Européen et

Les rendez-vous et

(Suite de la page 1)

expériences, d'élaborer des propositions, de décider d'actions collectives et de construire des alternatives. Le Forum réunit des acteurs très différents et parfois opposés, mais sa force réside justement dans la volonté de ne pas nier ces divergences d'opinions mais plutôt d'organiser leur confrontation, pour faire avancer le débat. Il n'y a pas de déclaration

commune à la fin des Forums.

En France se sont mis en place de nombreux Forums sociaux locaux (FSL). Le secrétariat d'organisation (SO) du comité français d'initiative du FSE a décidé de procéder à un recensement de ces Forums sociaux locaux par le canal des organisations qui en font partie.

Plus de 100 forums sociaux locaux existent en France. Ils permettent de démultiplier la force du mouvement citoyen et de repérer et mettre en œuvre des alternatives à l'échelle locale.



RMI/RMA

À l'appel d'AC!, APEIS, MNCP

La logique de culpabilisation du chômeur :

Il n'est pas employé car il n'est pas employable donc il est responsable de sa situation de chômage. On retrouve cette logique dans le passage du RMI au RMA.

Tout comme on s'est attaqué au droit à la pension de retraite, à augmenter la durée d'emploi exigée, à diminuer la durée et le montant des allocs, on programme l'éviction des chômeurs et travailleurs précaires du droit à une allocation.

L'accord UNEDIC du 27 juin 2003, si il était entériné tel quel, exclurait pour sa part de nombreux intermittents du spectacle d'une indemnisation dont la durée serait amputée d'un tiers. Comme à Besançon, Paris, Le Havre, Lyon, Caen, Marseille, il est urgent de converger partout où c'est possible avec les manifestations de

refus de ces mesures d'élimination (occupations, zap, visites des signataires UNEDIC, etc.) impulsées par des intermittents du spectacle.

Un autre UNEDIC antérieur, celui du 20 décembre 2002, agréé par le gouvernement Raffarin, s'applique au "régime général" (comme on continue de le dire d'un racket qui n'ouvre des droits qu'à une minorité des demandeurs). Il va exclure plus de 800 000 chômeurs et précaires de l'assurance chômage sur les 2 millions d'indemnisés UNEDIC comptabilisés fin avril, chiffre lui-même en baisse depuis janvier.

Beaucoup n'auront donc plus aucun revenu : le RMI est interdit aux jeunes de moins de 25 ans ; cette allocation, tout comme l'Allo-

cation Spécifique de Solidarité (ASS), dépend des revenus du foyer, elles seront donc refusées à la plupart des chômeur(se)s dont le(a) conjoint(e) dispose d'un revenu.

Cette nouvelle dégradation des droits, décidée par le MEDEF, la CFDT et leurs complices, s'inscrit dans la sordide logique d'assistance aux employeurs qui caractérise le Plan d'Aide au Retour à l'Emploi, agréé en 2001 par le gouvernement Jospin. Depuis lors, les radiations se multiplient. Elles risquent de se multiplier encore : pour masquer les dégâts sociaux de ces mesures, les Assedic vont convoquer les chômeurs et tenter de provoquer des retours à l'emploi non choisis sous menace de radiation.

le Forum Social de Rouen

tout le programme

Programme du FSL Rouen (26-29 novembre)

Mercredi 26, 20h30 Halle aux toiles à Rouen, *Femmes en lutte, luttes de femmes*.

Judi 27, 20h30 Cinéma Le Melville à Rouen, projection du film *Charbons ardents*, suivi d'un débat avec le réalisateur Jean-Michel CARRE

Vendredi 28 Manifestation-parade à 17h30 (**musée des Beaux Arts/Square Verdrel**), avec lumières et chansons (la chorale ternative est chargée d'animer une

partie du cortège) puis « soirée d'ouverture », salle Sainte Croix des Pelletiers avec christophe Aguiton et des rouennais ayant participé à Porto Alegre et Florence.

Samedi 29, Maison de l'Université à Mont saint Aignan, 9 ateliers débat : **10h-12h** Thème 3 : santé publique, Thème 9 précarité, exclusion, Thème 8 : libertés publiques, **13 h 30 - 15 h 30** Thème 1 : risques industriels, Thème 6 : éducation, formation, culture, Thème 5 : pillage du tiers monde, **16 h -**

18 h Thème 2 : eau énergie, Thème 4 : protection sociale, Thème 7 : guerre et paix. La journée sera clôturée par un repas convivial et musical. Le **2 décembre** Assemblée des mouvements sociaux de 18 heures à 24 h à la Halle aux Toiles

!VENEZ NOMBREUX!

Pour + d'infos: 0235700957

Tout le programme
du FSE à Paris sur:
www.fse-esf.org

(Suite de la page 2)

Les dirigeants actuels continuent en effet de "valoriser le travail" en faisant du chômage un enfer, en dévalorisant et culpabilisant le(a) chômeur(se). Ils prévoient d'attaquer le RMI pour "activer les dépenses passives", c'est à dire verser directement aux employeurs les allocations dues aux chômeurs et pré-

caires, renforçant ainsi un modèle que pratique déjà l'UNEDIC. L'insertion se résumerait strictement à

l'emploi. Avec le Revenu Minimum d'Activité (RMA), un nouveau contrat offrirait aux entreprises une assistance financière et une main d'œuvre au rabais tant en dévalorisant et culpabilisant le(a) chômeur(se). Ils devraient se faire employer pour un demi SMIC mensuel, soit 180 euros de revenus supplémentaires sous peine de disparaître eux aussi (radiations).

Les intermittents en lutte le disent, maintenant c'est action ou disparition.

Pour l'indemnisation de toutes les formes de chômage et de précarité, la revalorisation des revenus des chômeurs :

- pas d'allocation inférieure au SMIC mensuel,
- libre choix de son emploi et de sa formation.

« .doc La protection Sociale »

Vous avez la « sécu » ambiguë?

Les progrès sociaux ont permis de développer en France un système solidaire permettant à chacun d'avoir accès aux soins et d'améliorer ses conditions de vie. La remise en cause de ce grand principe passe par un lobbying forcené -

p.7, et des manipulations de chiffres -p.4.

Pour bien comprendre, il faut revenir aux fondamentaux du fonctionnement de la sécu - p.2&3 (et p.6 « La sécu ailleurs, c'est comment? ») afin de contrer les ultralibéraux qui veulent

obtenir la marchandisation totale du bien commun qu'est la santé -p. 5 « Le rapport Chadelat » et « Le privé dans la santé [...] », p.6 « l'AGCS ». Grâce au manifeste « Pour une protection sociale solidaire » - p.2, des pistes de réflexion sont ouvertes.

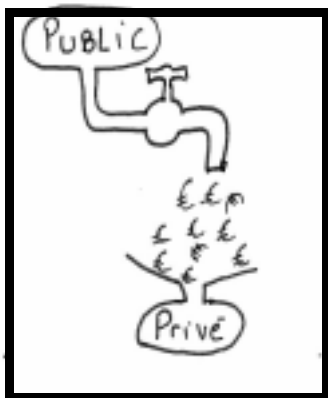
Un calcul rapide :

Le Produit Intérieur Brut (PIB) français s'élève à 1500 milliards d'euros. Si la part des salaires (par rapport au capital) dans le PIB s'élevait à 74% (comme en 1970) au lieu de 68% actuellement, elle permettrait de dégager un bénéfice pour la Sécurité Sociale de $0,06 \times 1500 = 90$ milliards d'euros, soit 9 fois le déficit de l'Assurance Maladie.

L'eau à Maromme

Au mois de juillet, la CAR a adopté le principe d'une compétence "eau" au niveau de l'agglomération. Si le niveau intercommunal paraît pertinent pour cette question, quel est le projet de la CAR ?

Ce transfert de compétences sera-t-il l'occasion de mettre en place un grand service public de l'eau dont nous avons tant besoin ?



Intervention de Pierre Hébert, élu Alternatifs de Maromme au sujet de la compétence « eau ».

Chers collègues,

Le débat de ce soir sur le transfert de la compétence eau à la CAR appelle plusieurs remarques de ma part, en tant qu'élu alternatif, sur le fond et sur la forme.

La délégation de la distribution de l'eau à des entreprises privées a de nombreux inconvénients :

- des prix plus élevés, en moyenne 27%,

- des pratiques de corruption largement répandues, de nombreux procès peuvent en témoigner. On pourrait parler de Grenoble par exemple.

- de fortes inégalités entre les communes,

- des profits énormes réalisés sur la distribution d'un bien essentiel.

L'eau est un bien essentiel et nécessaire à la vie. Elle ne doit pas être un objet de profit. L'accès à ce bien doit être un droit, garanti par le service public.

A l'heure actuelle, les régies publiques de l'agglomération, au nombre de 3 représentent plus de 35% de la population. Comme cela s'est fait à Elbeuf, le projet pour la CAR, me paraîtrait devoir être la construc-

tion de citoyens. ce type de fonctionnement ne peut que renforcer un sentiment "difficile" de nos concitoyens par rapport à la politique. Le débat sur ce dossier craint-il l'avis du public ? Craint-il d'être mis en lumière ?

L'échelon intercommunal me paraît être l'échelon pertinent pour la gestion de l'eau. Toutefois, la question qui nous est soumise ce soir me semble être double : le principe du transfert ET la validation de la démarche "à la hussarde" de la direction de la CAR. Tout en m'associant pleinement à la motion présentée au nom de la majorité muni-

On nous propose de passer en force et en urgence un projet qui nous dit " ayez confiance "

tion d'une régie publique d'agglomération de l'eau.

Sur la forme, quelle est la démarche proposée ? Donner un chèque en blanc à la CAR.

Au lieu de commencer par construire un projet, de façon transparente, et de le faire valider ensuite, on nous propose de passer en force et en urgence un projet qui nous dit " ayez confiance " et cela en moins de 3 mois, dont deux sur les congés d'été. C'est comme si aucune leçon n'avait été tirée du 21 avril. Un petit nombre de personne prend des décisions au niveau de la CAR sans plus de débats.

Le fonctionnement de la CAR, en démocratie indirecte, de deuxième degré, la place loin

cipale, je ne pense pas adapté de valider le mode de fonctionnement de la CAR. C'est pour quoi, ne pouvant diviser mon vote en deux entre le principe et la démarche, je me vois contraint de m'opposer à cette délibération.

On me dit "ayez confiance" Comme élu, représentant les citoyens marommois, je ne peux me placer dans cette démarche. Je me dois d'être exigeant et de poser un certain nombre de questions que les documents de la CAR diffusés pour ce soir me paraissent bien loin de résoudre puisque se contentant d'un petit bilan.

On me dit donc "ayez confiance", je réponds 'soyons exigeants' !

Vœux du Conseil Municipal de Maromme

" Le Conseil Municipal de Maromme, réuni le 29 septembre 2003 pour délibérer sur le transfert de la compétence eau à l'agglomération adopte la déclaration suivante :

Il manifeste son accord avec une démarche de mutualisation et d'harmonisation qui s'inscrit dans le vœu, maintes fois exprimé, de développer sur le territoire de l'agglomération solidarité et mise en commun de moyens.

Il tient à affirmer fortement les principes suivants: Indispensable à la vie, l'eau relève d'une logique de service public et non pas de

celle d'un bien marchand à vocation de profitabilité. C'est pourquoi la mutualisation de la compétence à l'échelle d'une agglomération comme la nôtre doit permettre d'assurer sa distribution dans le cadre d'un grand service public qui reste à construire, les régies déjà existantes pouvant en fournir l'ossature. Ceci, bien entendu, sans préjudice pour les personnels travaillant aujourd'hui dans le secteur, quelque soit leur employeur et statut actuel.

Il est enfin nécessaire d'assurer transparence et démocratie dans la gestion de la compétence transfé-

rée, notamment en associant citoyens et usagers.

C'est au regard de ces principes que pourront être appréciés les conséquences d'un transfert dont l'objet doit être d'assurer aux habitants un service de qualité au moindre coût ainsi qu'une gestion raisonnée et conforme aux exigences d'un développement durable de la ressource en eau. "

Adopté par 27 POUR et 5 CONTRE

A Maromme, le conseil municipal a adopté un vœu et Pierre Hébert, élu Alternatifs a fait l'intervention ci-contre.

Le Nucléaire

COMMUNIQUE COMMUN Contre de nouveaux réacteurs nucléaires

Pour la maîtrise de l'énergie Manifestation nationale Samedi 17 janvier à Paris

Nicole Fontaine, ministre de l'industrie, présente ce jour l'avant projet de loi sur l'énergie. Mais il est de notoriété publique que le gouvernement a d'ores et déjà décidé la construction du réacteur nucléaire EPR. Cette décision est illégitime car le pseudo « débat national sur l'énergie » du printemps 2003 a été organisé de façon non démocratique, sans que les citoyens puissent y prendre part. Par ailleurs, il est impensable de construire le réacteur nucléaire EPR qui présente les mêmes défauts que

les réacteurs précédents (production de déchets nucléaires, risques de catastrophes) et ne pourrait qu'aggraver la situation. Enfin, la construction du réacteur EPR semble être imposée par le groupe Areva pour des considérations industrielles et financières qui n'ont rien à voir avec les intérêts collectifs des citoyens.

Les associations et organisations syndicales et politiques soussignées appellent à une manifestation nationale, samedi 17 janvier 2003 à Paris, pour exiger l'abandon de tout projet de construction de nouveaux réacteurs nucléaires



- la mise en oeuvre immédiate d'un plan ambitieux d'économies d'énergie et de développement des énergies renouvelables

- un véritable débat sur les choix énergétiques

Premiers signataires :
Agir pour l'environnement, les Alternatifs, les Amis de la Terre, Attac-Salon de Provence, Collectif Bellaciao, Confédération paysanne, Coordination nationale contre l'enfouissement des déchets nucléaires, GSIEN, Ligue communiste révolutionnaire, Réseau action climat, Réseau « Sortir du nucléaire », Tchernobyl, les Verts

Le Medef ne chôme pas...

*Pendant que le baron Seillière se pavane en répétant que les Français ne travaillent pas assez et que les trente-cinq heures sont « une aberration », le bra-
dage social continue : bravo le medef ! Quelle efficacité...*

Plus de 1379 emplois supprimés et 860 emplois menacés en Seine-Maritime cette année !

Plans sociaux en Seine-Maritime depuis le 1 ^{er} janvier 2003		
Lieu	Entreprise	Plan sociaux
Blangy-sur-bresle	Metra moules métalliques	76 licenciements (fermeture)
Blangy-sur-bresle	La précision plastique	44 licenciements (fermeture)
Blangy-sur-bresle	Fonderie de la bresle	15 licenciements (fermeture)
Caudebec-les elbeuf	Aerazur	150 emplois menacés
Cléon	Renault	300 emplois menacés
Darnétal	RPA process techno	60 emplois menacés
Déville-lès-Rouen	Viasystems	320 licenciements
Déville-lès-Rouen	Borden chimie	47 suppressions d'emplois
Eu	Margot	10 suppressions d'emplois
Grand-Quevilly	Grande paroisse	216 suppressions d'emplois
Incheville	Mars industrie	46 licenciements
Le Havre	TCVAL	198 licenciements (fermeture)
Le Havre	Trouvay-cauvin	100 licenciements
Martin-église	Toshiba	46 suppression de postes
Notre-dame de Bondeville	Gresland	9 licenciements
Ourville-en-caux	Jersoy	70 licenciements
Pierrecourt	Gamavert-symarco	55 licenciements
Saint-Aubin lès Elbeuf	Aventis	350 emplois menacés
Saint-Nicolas d'Aliermont	Palace parfums	48 licenciements (liquidation judiciaire)
Saint-Pierre en Val	Sival	35 suppressions d'emplois
Yvetot	SNC	44 licenciements

Un bon bouquin à lire!

Enquête au cœur des multinationales collectif ATTAC, éd. Mille et une nuit, 2001; 2.50euros

Ce petit opus détaille le fonctionnement des multinationales, leur nature ultralibérale à but hyper lucratif, et les pouvoirs (politiques médiatiques, etc.) qui sont dans leurs mains ou influencés par ces mastodontes dont le chiffre d'affaire dépasse souvent le PIB

de la plupart des pays dans le monde. Les multinationales françaises ne sont pas oubliées (Vivendi, Totalfi-na, Axa et Aventis). Comme le résume Percy Barnevik, apparatchik suisse ultralibéral : "je définirais la mondialisation comme la liberté pour mon groupe d'investir où il le veut, en s'approvisionnement et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possibles en matière de droit du travail et de conventions sociales". Amusant non ?!

Jean GUISEL, *Délires à Washington. Les citations les plus terrifiantes des faucons américains, La découverte, Paris, 2003, 274 pages 20 euros.*

Un choix raisonné de citations représentatives des principaux représentants des néoconservateurs américains. Citations (évidemment référencée) classées par thème et précédées d'un bref éclairage sur l'auteur, le média et le contexte. Instructif, précis et inquiétant.

Le Larzac...

...encore un mouvement altermondialiste de grande ampleur

Organisé par la Confédération Paysanne, le rassemblement du Larzac (lieu symbolique !) a réuni entre 250 000 et 300 000 personnes (des jeunes en majorité, des militant-e-s aux engagements fort divers bien sûr, mais aussi des participant-e-s voulant tout simplement s'informer et des milliers de bénévoles) les 8, 9 et 10 août : une réussite ! Le but fut atteint : sensibiliser l'opinion publique et dire non aux politiques libérales de l'OMC dont Raffarin s'inspire en France. De très nombreux débats suscitant la réflexion et

avançant des propositions, des films documentaires intéressants suivis également de débats et des spectacles en tout genre (il y a un temps pour tout y compris pour le divertissement surtout quand celui-ci est engagé). Les intermittents du spectacle n'ont pas manqué à l'appel. Et partout des discussions informelles, des rencontres : un besoin évident de politique.

Et puis il y avait aussi de nombreux stands d'associations, syndicats et partis politiques s'inscrivant dans ce mouvement altermondialiste. C'est donc en toute

logique que les Alternatifs furent fidèles à ce rendez vous. Leur présence fut d'ailleurs remarquée grâce à un stand accueillant et très dynamique, lieu de très nombreuses rencontres et débats permettant à beaucoup de mieux connaître (ou découvrir) notre mouvement rouge, vert, féministe et autogestionnaire.

Nous étions là et bien là pour dire qu'un autre monde est possible et nécessaire.

*Envoyez vos coups de cœur et coups de gueule à l'adresse:
laseinealter@alternatifs.org*

Sangatte, rien n'est réglé

Le 5 novembre 2003, cela fait un an jour pour jour que le centre de réfugiés de Sangatte est fermé. Rien n'est réglé pour autant. Depuis la fermeture du centre, on compte 150 à 250 réfugiés par jour, plus de 100 000 repas ont été distribués, plus de 10 000 heures de soin médicaux ont été distribués, des tonnes de vêtements distribués.

(Pour soutenir l'action du "collectif c'sur" auprès des migrants, vous pouvez envoyer des dons à La Belle Etoile 18 rue Dampierre 62100 Calais).

En des temps de ténèbres, Bertold Brecht

On ne dira pas : à l'époque où le noyer remuait ses branches dans le vent,
On dira : à l'époque où le peintre en bâtiment écrasait les travailleurs.
On ne dira pas : à l'époque où l'enfant faisait ricocher le caillou plat sur l'eau vive du fleuve,
On dira : à l'époque où se préparaient les grandes guerres.
On ne dira pas : à l'époque où la femme entraînait dans la chambre,
On dira : à l'époque où s'alliaient contre les travailleurs les grandes puissances.
Mais on ne dira pas : c'était en des temps de ténèbres,
On dira : les poètes, pourquoi se sont-ils tus ?

Tiré de « Poésies de Résistance », Une anthologie présentée par Bernard Vargaftig, Ed. J'ai Lu Classiques

Dans la famille «ATOR» cette semaine : CHIRACATOR

Jacques CHIRAC va dans le Valenciennois : retour à la démagogie à propos d'une "fracture sociale" que, dans tous ses aspects, la politique de la droite accentue. Attaques contre les droits des chômeurs et précaires, mise en cause des services publics, politique fiscale qui prend aux pauvres pour donner aux riches...

Il faudra plus que quelques poignées de main pour calmer la colère des victimes des semeurs de misère que sont Raffarin et Chirac.

Jean-Jacques Boislaroussie

I n t e r v i e w

Manal et Elinor

Interview et traduction : Benoit

Début février, Manal, jeune étudiante palestinienne et Elinor, jeune étudiante israélienne, sont venues témoigner ensemble de la situation au proche orient. Militantes et amies, elles symbolisent les espoirs de nombre d'entre nous sur ce conflit. Elles ont accepté de répondre à quelques questions.

La première partie de cette interview se trouvait dans le dernier numéro de la Seine Alternative.

Comment pensez vous que les français peuvent prendre part au conflit ?

Manal : D'abord il faut continuer à protester, lutter, manifester contre l'occupation dans notre région.

Ensuite, continuer à envoyer des missions civiles en Palestine pour protéger le peuple palestinien, parce que, et c'est dur à dire, comme internationaux, ils peuvent protéger les enfants et le peuple palestinien de la violence de l'armée israélienne d'occupation. En fait, en Palestine, ce qui est dangereux c'est d'être palestinien !

Il faut aussi inviter le plus de gens à expliquer la situation dans notre région.

Enfin, une grande partie des enfants palestiniens sont traumatisés, une grande partie des gens sont sous alimentés, un énorme nombre de familles palestiniennes sont sans abri, les étudiants ont de grandes difficultés à continuer leurs études... beaucoup d'école ont été détruites... beaucoup de familles ont perdu le père... et beaucoup d'autres éléments encore... concernant lesquels les français peuvent faire beaucoup.

Elinor: Je veux ajouter aux idées de Manal celle du boycott, de la nourriture ou des universités. La chose importante n'est pas de faire le boycott tranquillement et seul, mais en en faisant la publicité, avec de grandes mobilisations. Et une autre chose. Je

crois que venir dans les territoires en missions civiles est une des choses les plus importantes et influentes que vous pouvez faire. Mais il y a un problème dans la façon d'aller en mission comme cela se fait jusqu'à maintenant. La méthode telle que je l'aie comprise est de montrer à l'armée israélienne que vous n'êtes pas palestiniens (par vos t-



shirts ou vos passeports). Cela vous aide à survivre (très important) et aide les palestiniens qui sont autour de vous. Mais cela crée une relation de pouvoir entre ceux qui ont un t-shirt (vous) et ceux qui ne l'ont pas (les palestiniens). Je peux imaginer comment quelqu'un qui n'a pas eu de t-shirt peut se sentir. Un sentiment ambivalent probablement : à la fois de la gratitude et en même temps de la jalousie. Une autre chose est que l'armée tire avantage de ce marquage : Ils savent que les gens qui ne sont pas palestiniens sont marqués, donc ils savent qui ils sont autorisés à tuer ou pas. Je pense qu'il

serait très important de réfléchir à une façon d'éviter le relation de pouvoir et de ne pas aider l'armée à sélectionner les candidats à tuer. Vous pouvez par exemple faire beaucoup de t-shirts et les donner aux palestiniens. Ou vous pouvez réfléchir à une autre option (dangereuse) qui consiste à ne pas utiliser les t-shirts et les passeports. Je ne peux pas vous conseiller de faire quelque chose de dangereux, mais je veux vraiment vous recommander de réfléchir à comment sortir de cette situation.

Comment votre relation est-elle perçue par chacune des sociétés, chacun des peuples (amis, famille,...)

Manal : c'est assez complexe parce que ce n'est pas facile, d'expliquer aux gens que l'israélien n'est pas seulement le soldat du check-point ou dans le char. C'est difficile de convaincre le public que tous les Israéliens ne représentent pas forcément le gouvernement israélien. Et d'expliquer qu'il y a des israéliens (mme si ils sont une petite minorité, ils sont importants) qui sont contre l'occupation, et qui protestent chaque jour contre les humiliations...

Mais une partie de mon combat est d'essayer d'expliquer cela aux gens. Certains de mes amis

(Suite page 9)

I n t e r v i e w

Manal et Elinor

(Suite de la page 8)

et ma famille m'ont dit que c'était étrange que moi qui ai souffert beaucoup et ai perdu beaucoup par les forces militaires israéliennes, je puisse être amie avec une juive israélienne. Mais encore une fois, je suis fière de notre amitié avec Elinor et une partie de mon combat est de garder et de protéger cette amitié !

Elinor : ma famille a rencontré Manal il y a quelques semaines. En général, mes parents n'étaient pas contre notre relation, contrairement à mon grand père, à qui je m'ai pas osé en parler ! La rencontre ne fut pas facile pour les deux cotés, y com-

pris moi, et je pense que mes parents ont cherché à la regarder seulement comme une personne, pas comme une palestinienne. C'est malheureux, parce que d'une façon, ils ignorent et fuient le vrai problème. J'espère que dans le future, nous pourrons faire mieux que cela.

Quels sont les contacts entre les deux sociétés ?

Manal : vous pouvez dire que nous sommes une exception, mais pas la seule. Spécialement depuis trois ans...

Elinor : Je pense qu'un des problèmes principaux est justement qu'il n'y a presque pas de contacts entre les sociétés. En

conséquence, les informations ne passent pas, et les gens des deux cotés se font une mauvaise idée de l'autre coté, en fonction de la manipulation des médias, qui est en fait la manipulation du gouvernement. Je pense que l'un des objectifs majeurs pour le futur est de soutenir les réunions comme celle qui a changé ma vie parce que j'ai rencontré Manal. "Neve Shalom" est une des structures qui organisent ce genre de réunions, et je pense que c'est très important de les soutenir de toutes les façons possibles.



Raffarin et Sarkozy tchinent avec Poutine sur le dos des Tchétchènes

Une Tchétchène et ses deux enfants de 6 et 7 ans sont arrivés à Paris le 2 octobre. Au mois de septembre 2002 le beau-père de cette femme a été assassiné et son mari, enlevé, n'a jamais reparu. Pour avoir voulu connaître le sort de son mari, elle a reçu des menaces de mort. Elle a donc choisi de fuir et de demander l'asile politique à la France.

Mais M. Raffarin dans son dernier déplacement en Russie a réaffirmé la qualité des relations bilatérales entre Paris et Moscou. Et Sarkozy continue sa politique de "contrôle des flux migratoires".

La France, pour être sûre qu'on ne donne une réponse positive à cette Tchétchène et ses deux enfants, a donc décidé d'empêcher ces personnes de pouvoir faire concrètement leur demande d'asile auprès de l'OFPRA. Prétextant que la demande était "manifestement infondée", notre gouvernement les a renvoyés le 9 octobre à Moscou. A croire qu'il n'est pas au courant que la Tchétchénie est le terrain de jeu actuel de l'armée russe dont les soldats font preuve chaque jour d'une grande imagination pour augmenter le nombre d'enlèvements, disparitions, assassinats, viols de civiles Tchétchènes.

Les Alternatifs 76

« *Solidarités, Ecologie, Féminisme, Autogestion* »

Pour recevoir La Seine Alternative:

5 à 6 numéros/an, 76@alternatifs.org ou 02 35 58 00 56

Tarifs : 10 euros, 5 euros (chômeurs, étudiants, ...)

Tarif de soutien : 15 euros et +

À l'ordre de Alternatifs76 (205 rue Saint Julien 76100 Rouen)

les Alternatifs sur le web : <http://www.alternatifs.org>

Les hommes naissent libres et égaux mais pas devant la santé.

Notre lutte pour un système d'assurance maladie solidaire se place dans le cadre d'une lutte contre les inégalités de santé. Parmi les pays européens, le France est celui dans lequel les écarts de durée de vie entre catégories sociales sont les plus importants : il est quasiment de 1 à 2 pour les hommes de 45 à 59 ans selon qu'ils sont des travailleurs manuels ou non. Cette différence s'explique par les condi-

Calendrier—nov.&déc. 2003

12-15 nov. Forum Social Européen à Paris

27-29 nov. Forum Social Local à Rouen

5 déc. « Les Médias », avec Rimbart, 20h30

8 déc. La chorale

11 déc. La Palestine, avec Warchawski, Amphi Langevin, Université de Rouen, 20h30

tions de vie et de travail qui nécessitent une réelle politique en amont des soins. La santé a une forte dimension collective et les comportements face à la santé sont très différents selon les catégories sociales (accès à la prévention, état de santé que l'on espère atteindre, soins auxquels on pense légitimement avoir accès.). A l'âge de 6 ans, les enfants indemnes de carie dentaire sont de 69 % chez les enfants de cadres supérieurs contre 48 % chez les enfants d'ouvriers. Enfin les soins ont une dimension financière (l'avance des frais, le ticket modérateur [partie des dépenses de soin non couverte par l'assurance maladie de base], l'absence [5% de la population] ou la mauvaise qualité des couvertures complémentaires.) et culturelle (vouloir accéder aux soins même s'ils sont gratuits, la capacité d'écoute des professionnels, la compréhension par le patient.) Une société inégalitaire se caractérise par une santé inégalitaire !

C'est la faute de Raffarin !

C'est la faute de Raffarin si les mois d'avril, mai et juin ont été si agités. En attendant vous n'avez pas reçu votre seine alternative et vous commencez à vous inquiéter. Nous nous en excusons mais nous avons été un peu débordé.

La bonne nouvelle c'est que pour vous montrer que nous ne sommes pas restés inactifs, vous trouverez ci-joint un point doc sur la sécurité social qui vous sera, nous l'espérons, très utile pour vous informer sur le sujet. N'hésitez pas à le photocopier ou à nous écrire pour recevoir d'autres exemplaires.

L'autre bonne nouvelle c'est que comme *le monde diplo* et *libé* nous faisons peau neuve même si à la différence de ce dernier nous restons de gauche. Une nouvelle équipe est en place pour assurer le fonctionnement de notre journal et des ce numéro vous remarquerez que nous avons enfin une vraie mise en page. Le fond sera toujours aussi génial, un zeste de diversité en plus. La forme est encore plus accessible.

En tout cas si vous avez des envies de prendre votre plumes ou de tapoter vos claviers, pour réagir à nos articles, pousser un coup de gueule ou nous transmettre une info...

N'hésitez pas.

Pour recevoir Rouge & Vert :

Le journal national des Alternatifs

bimensuel

contact@alternatifs.org ou 01 43 57 44 80.